
Refus de délibérer, présenté par Merlin (de Douai) au nom du comité de législation, sur la pétition du citoyen Pion, officier municipal à Besançon, lors de la séance du 7 ventôse an II (25 février 1794)

Merlin de Douai

Citer ce document / Cite this document :

Merlin de Douai. Refus de délibérer, présenté par Merlin (de Douai) au nom du comité de législation, sur la pétition du citoyen Pion, officier municipal à Besançon, lors de la séance du 7 ventôse an II (25 février 1794). In: Tome LXXXV - du 26 pluviôse au 12 ventôse an II (14 février au 2 mars 1794) pp. 473-474;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1964_num_85_1_32587_t1_0473_0000_9

Fichier pdf généré le 15/05/2023

plioient journellement contre les individus suspects. C'est à ce travail soutenu, à cette surveillance toujours active, que nous devons l'opinion rassurante dans laquelle nous sommes sur l'état de l'intérieur.

Nous n'avons pas cru indifférent, citoyens, dans l'affaire de Nicolau, de vous présenter les considérations que vous venez d'entendre; elles nous ont paru s'y appliquer d'elles-mêmes; et d'ailleurs nous ne regarderons jamais comme étranger à nos fonctions et aux vues qui vous animent pour l'intérêt national de vous soumettre toutes les idées que nous croirons propres à maintenir l'énergie de l'esprit public. (On applaudit.)

Voici le projet de décret.

«La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de sûreté générale sur la mise en liberté réclamée par Nicolau, ancien administrateur du département de Paris, déclare n'y avoir lieu à délibérer » (1).

Un membre [LEGENDTRE] propose, vu les faits soumis à l'assemblée, le renvoi au tribunal révolutionnaire. Beaucoup de membres demandent la priorité pour le projet du comité, et l'impression du rapport (2).

LEGENDTRE. C'est moi qui ai provoqué le rapport que vous venez d'entendre. Je n'avois aucune connoissance des faits qui sont imputés à Nicolau. Je savois seulement que l'administrateur du département de Paris en 1789, 90, 91 et 92, il combattoit avec énergie les traîtres, il étoit à la journée du Champ-de-Mars. Mais d'après les faits que je viens d'entendre il doit être poursuivi comme contre-révolutionnaire, et traduit au tribunal révolutionnaire.

RAFFRON appuie la traduction au tribunal révolutionnaire (3).

Moïse BAYLE réclame l'adoption du projet du comité (4).

La Convention décrète successivement la priorité, le projet, et l'impression. Elle décrète en conséquence n'y avoir lieu à délibérer sur la demande de Nicolau (5).

49

[Le cⁿ Pion, au C. de Législation. Besançon, 29 pluv. II] (6)

« Citoyens,

A la lecture du décret rendu par la Convention nationale le 22 de ce mois, en suite de la

(1) *Mon.*, XIX, 575-76; *Débats*, n° 524, p. 92-97.

(2) *P.V.*, XXXII, 271.

(3) *J. Fr.*, n° 520. Extraits du rapport et mention de la discussion dans *J. Sablier*, n° 1163; *Audit. nat.*, n° 521; *Mess. soir*, n° 557; *Ann. patr.*, n° 421; *J. Paris*, n° 422; *Rép.*, n° 68; *J. Mont.*, n° 105; *C. univ.*, 9 vent.; *J. univ.*, n° 1555; *J. Lois*, n° 517; *C. Eg.*, n° 557.

(4) *M.U.*, XXXVII, 126.

(5) *P.V.*, XXXII, 271. Décret n° 8194.

(6) *DIII* 66, doss. 11³, p. 231.

pétition que je vous avois adressée, dont votre comité lui en fit le rapport, tous les citoyens intéressés à en avoir des éclaircissements se sont empressés de recourir à l'art. XLV, de la section IV de la loi du 25 juillet dernier qui est cité, et l'on n'y trouve rien qui eut rapport, puisque cet article est ainsi conçu: « les lois relatives à l'administration, aliénation et vente des bois nationaux, seront exécutées pour les bois provenant des émigrés.

Les administrateurs du département et du district ont cherché vainement s'il y avoit un autre décret, et ne pensent pas que cet article cité soit de la loi du 25 juillet dernier.

Il est bien essentiel, citoyens représentans, de faire connoître aux citoyens en général quel est l'article XLV et comment il s'exprime. Il est certain que si la résiliation des baux faits par les corps administratifs ne peut avoir lieu que conformément à la loi du 5 9bre 1790, les biens qui sont amodiés, ne l'ont été qu'à des prix si bas, ne pourroient se vendre aussi facilement et avec autant d'avantages, surtout les maisons, dont l'intérêt de la République exige qu'elles soient vendues promptement.

Il conviendrait de laisser à l'acquéreur la faculté de résilier les baux des biens des émigrés, moyennant dédommagement, ainsi qu'un propriétaire a le droit, lorsqu'il veut occuper par lui-même, et qu'il est devenu acquéreur de biens de quelques individus non émigrés.

Il est donc intéressant pour les citoyens de la République acquéreurs de biens provenant des émigrés et pour ceux qui se proposent de faire des acquisitions de savoir ce que veut dire l'art. XLV du 25 juillet dernier, transcrit plus haut afin de leur éviter de former des demandes en résiliation devant les tribunaux qui leur sont préjudiciables. Il est encore plus essentiel pour le bien de la République que notre comité propose à la Convention nationale de rendre un décret qui accorde la faculté de résilier les baux des biens d'émigrés, à ceux qui veulent jouir et occuper par eux-mêmes, moyennant un dédommagement. Les principes de justice qui vous dirigent et le bien public qui vous animent me font espérer que ma demande ne sera pas sans effet. Salut et fraternité ».

PION.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de [MERLIN (de Douai), au nom de] son comité de législation, sur la pétition du citoyen Pion, officier municipal de Besançon, par laquelle, en dénonçant un jugement du tribunal du district de cette commune, qui l'assujétit en qualité d'adjudicataire d'une maison d'émigré, à l'entretien du bail que les administrateurs du district en avoient fait antérieurement à son adjudication, il demande qu'il soit déclaré, par un décret interprétatif, que les dispositions des lois des 25 juillet et 15 frimaire derniers, relatives à la résiliation des baux des biens nationaux, comprennent les baux faits par les corps administratifs, comme ceux faits par les ci-devant possesseurs de ces biens :

« Considérant que l'article 34 de la quatrième section de la loi du 25 juillet, et l'article premier de la loi du 15 frimaire, sont strictement limités aux baux faits par les ci-devant possesseurs des biens nationaux, et que cette limitation a pour

motif les règles particulières qu'a établies, pour la résiliation des baux faits par les corps administratifs, en cas de vente des biens qui en sont l'objet, l'article 15 du titre II de la loi du 5 novembre 1790, qui est commun à tous les biens nationaux, et par conséquent aux biens provenans des émigrés;

« Déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer, sauf au pétitionnaire à prendre, s'il y a lieu, les voies de droit contre le jugement dont il se plaint.

« Le présent décret ne sera publié que par la voie du bulletin de correspondance. La rédaction qui en a été arrêtée à la séance du 22 pluviôse est rapportée » (1).

50

[*Mémoire de la Régie de l'Enregistrement de Seine-et-Oise; s.d.*] (2)

Par acte devant Drouin, notaire à Neauphle, le 19 juin 1763, Maurepas propriétaire de la cy-devant seigneurie de Beynes a cédé et délaissé à Pierre Legrand, meunier, le grand moulin à eau de Beynes avec un clos de 147 perches, un pré de 22 arpens et une pièce de terre de 6 arpens moyennant 1 l. 10 s. et 12 canards de cens emportant lods et ventes aux mutations; 2° 800 l. de deniers d'entrée; 3° une rente foncière et seigneuriale de 35 septiers de bled. Dans l'incertitude si cette dernière rente de 35 septiers de bled était supprimée par les décrets qui ont prononcé l'abolition du régime féodal, Pierre Legrand s'est présenté pour en offrir le rachat dont l'objet excéderoit 46 000 l.; il s'agit de déterminer s'il peut être accepté.

L'article 1^{er} du décret du 17 juillet dernier a supprimé sans indemnité toutes redevances cy-devant seigneuriales, droit féodaux, censuels, fixes et casuels même ceux conservés par le décret du 25 août 1792. L'article 2 excepte des dispositions de l'article 1^{er} les rentes ou prestations purement foncières et non féodales.

Cette distinction est précise, ainsi la question se réduit à fixer la véritable nature de la rente de 35 septiers de bled. La qualification de rente foncière et seigneuriale donnée par le bail à cens de 1763 n'a rien changé au caractère qui lui est imprimé par ce bail. Ce caractère dérive des principes de l'ancienne jurisprudence suivie lorsque le régime féodal étoit en vigueur. Or, c'étoit une maxime constante que dans tous les baux à rente et actes pratiqués par jeu de fief, lorsque deux rentes distinctes étoient établies, l'une qualifiée de cens emportant lods et ventes, l'autre de surcens ou rente foncière, la première seulement de ces deux rentes avoit la nature féodale, en ce qu'elle emportoit essentiellement reconnaissance de la seigneurie directe et étoit

imprescriptible, et l'autre étoit uniquement réputée foncière, rachetable, prescriptible et cessible sans entraîner la perte de la directe exclusivement attachée à la possession du cens. C'est à raison de la différence de ces effets que dans les actes on avoit le soin de stipuler ces deux espèces de rentes parce que d'un côté les possesseurs des cy devant fiefs se ménageoient la faculté d'aliéner ces rentes sans perdre les fruits de la directe lorsque toutefois leur valeur n'excédoit pas les bornes du jeu de fiefs et que d'un autre côté les preneurs à bail se réservoient le droit de pouvoir les racheter sans faire perdre aux fonds leur nature cy-devant roturière en appliquant ces principes à la rente de 35 septiers de bled; il est évident qu'elle ne doit être rangée que dans la classe des rentes foncières non féodales puisqu'elle n'a été établie que distinctement et secondairement au cens de 10 l. et 12 canards emportant lods et ventes, et si dans le bail à rente de 1763 elle a été qualifiée seigneuriale c'est par simple allusion à la qualité du bailleur et à la glebe de la cy-devant seigneurie dont elle étoit devenue représentative, mais elle n'étoit point de l'essence de la directe, conséquemment elle n'est pas féodale et dans ce cas l'impropriété de l'expression parasite de l'acte n'a pû en dénaturer le caractère. L'art. 1^{er} du décret du 17 juillet dernier ne lui est donc pas applicable et elle paroît évidemment devoir participer à l'exception portée par l'article 2, cependant avant d'autoriser à en percevoir les arrages et à liquider comme à recevoir le prix du rachat proposé par le redevable, les régisseurs nationaux ont pensé qu'ils devoient soumettre la solution de la question à l'administrateur provisoire des domaines nationaux, il seroit à désirer que dans la circonstance actuelle où une nouvelle loi qui doit former le complément de celles portant abolition du régime féodal est annoncée; il voulût bien appeler de nouveau l'attention du comité d'aliénation, des domaines de la Convention nationale sur la nécessité de fixer avec plus de précision les signes distinctifs des rentes abolies et de celles conservées jusqu'au rachat et prévenir par cette mesure les effets de l'incertitude des préposés qui les exposent ou à négliger des recouvrements importants pour la République ou à franchir les bornes que la Convention nationale a entendu poser par son décret du 17 juillet dernier.

[*Note de Laumond, s.d.*]

« Je te prie de vouloir bien présenter à l'attention du comité; quoiqu'il me paroisse comme aux régisseurs que la rente en question ne doive être regardée que comme une prestation essentiellement foncière et détachée du *signum domini*, je ne crois pas néanmoins devoir prendre sur moi d'en autoriser le rachat : j'attendrai, pour m'expliquer avec les régisseurs, que tu m'ayes fait connoître l'opinion du comité ».

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de [MERLIN (de Douai), au nom de] son comité de législation, sur la question proposée par l'administrateur des domaines nationaux, si la régie nationale de l'enregistrement et des domaines peut recevoir le rachat qui lui est offert pour le compte de la nation,

(1) P.V., XXXII, 272. Minute de la main de Merlin de Douai (C 292, pl. 950, p. 11). Décret n° 7949. Il fait double emploi avec celui voté dans la séance du 22 pluv. (*Arch. parl.*, LXXXIV, 541). Reproduit dans *Audit. nat.*, n° 523.

(2) DIII 368-370, doss. 4, vu par les régisseurs nat. de l'Enregistrement; Paris, 3 pluv. II.